



L'histoire d'un brin d'herbe AOP
Un rapport d'activité mitigé à la FSBB
Le magasin Landi a été inauguré à Moutier
Les paiements directs sont une motivation

7
9
9
10

ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALE

L'agriculture suisse doit composer avec des facteurs de risques en progression

La Société suisse d'économie et de sociologie rurale (SGA-SSE) a consacré deux jours à son assemblée générale et à un congrès sur le thème «Faire face à l'incertitude dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire», les 31 mars et 1^{er} avril 2016 à Grangeneuve.

Quels sont les risques principaux auxquels les entreprises agricoles doivent faire face? Comment les gérer? Quel rôle pourrait ou devrait jouer l'Etat et le secteur privé? Ces questions ont été abordées de différentes manières lors du séminaire annuel de la Société suisse d'économie et de sociologie rurale (SGA-SSE) qui a porté sur le thème «Faire face à l'incertitude dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire». Près de 80 personnes ont participé à ces deux jours de séminaire où une vingtaine de chercheurs ont présenté leurs résultats.

Influence importante sur les décisions

Les risques augmentent pour tous les facteurs déterminants dans le secteur agricole: climat, marchés, politique agricole, pression des maladies, situations familiales, etc. Chacun de ces risques mérite une analyse et une réponse spécifiques. Pour ce faire, la recherche développe des ins-



Pour le Dr Robert Finger, professeur à l'EPFZ, les familles paysannes sont exposées à de nombreux risques, dont l'importance dépend de l'exploitation en question.

truments toujours plus performants.

L'emploi de produits phytosanitaires dans l'arboriculture a été l'un des sujets discutés. Leur utilisation est importante pour les agriculteurs car ils peuvent ainsi réduire les risques de perte de production et la diminution sensible de revenu pouvant en découler. Les stratégies qui permettent de produire des pommes sans résidu sont aujourd'hui considérées comme plus risquées, entre autre parce que les prix actuels du marché ne permettent pas de couvrir suffisamment les frais supplémentai-

res. Une autre recherche a montré que les paysans sont sensibles aux problèmes environnementaux et examinent de manière critique les effets des produits phytosanitaires sur la nature, notamment sur les abeilles.

Perception individuelle

Les familles paysannes agissent et réagissent pour faire face aux risques. Cependant, chacun perçoit les risques de manières différentes et plusieurs stratégies sont possibles. Lors de son exposé en plénière, Robert Finger, professeur d'économie rurale et de

politique agricole à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), a insisté sur le fait que chaque paysan a sa propre perception des risques et que pour cette raison, les stratégies de gestion des risques doivent être individuelles.

Jimmy Mariétoz, directeur de l'Union maraîchère suisse (UMS), a mis l'accent sur le fait qu'il est essentiel pour les agriculteurs de disposer d'un conseil neutre et que les conditions cadres politiques doivent être constamment améliorées.

La capacité à gérer les risques devient un enjeu toujours plus important et doit



Pascal Forrer, directeur de Suisse Grêle.



Jimmy Mariétoz, directeur d'UMS.

faire l'objet de l'attention de tous: enseignants, conseillers, chercheurs, politiques et administrations cantonales et fédérales afin que les producteurs aient les moyens et les connaissances pour faire face à l'avenir.

Pascal Forrer, directeur de Suisse Grêle, a montré que les outils tels que les assurances risques doivent être taillés sur mesure. La conception de ces assurances (assurance du revenu ou du chiffre d'affaires) joue un rôle central pour le succès d'un produit. Il a également relevé l'importance des partenariats publics-privés

Changements au comité

Lors de la 43^e assemblée générale de la SGA-SSE, Judith Amgarten, de l'Union suisse des paysans (USP), a été élue au comité en remplacement de Martin Pidoux, sortant. Manuela Meraner, de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), remplace Simon Peter qui, changeant d'employeur, représentera l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) à la place de Simon Lanz. La SGA-SSE a été fondée en 1972 et compte approximativement 270 membres. Elle promeut, dans le secteur agricole et alimentaire, l'échange de savoir entre les scientifiques, l'économie, la politique, la formation et les conseils.

Votre avis

La gestion du risque fait-elle partie de votre stratégie d'agriculteur-entrepreneur? Comment l'appliquez-vous sur votre exploitation?

Votre réponse
journal@agrihebdo.ch
Fax 021 6130640

«Chaque risque contient aussi une chance ou une opportunité»

Interview

ROBERT FINGER

Professeur d'économie rurale et de politique agricole à l'EPFZ



A votre avis, quels seront les trois facteurs de risques les plus déterminants pour les agriculteurs d'ici ces cinq prochaines années?

Les agriculteurs sont exposés à de nombreux risques, mais dont l'importance dépend très fortement de l'entreprise en question. L'exemple du dernier été, caniculaire, a montré d'une manière impressionnante les conséquences possibles lors de conditions météorologiques extrêmes. Ces événements climatiques, comme la sécheresse et des vagues de chaleur, apparaîtront plus fréquemment et seront plus intenses à l'avenir. Outre les risques liés à la production, les risques inhérents aux marchés sont bien entendu très importants. Les perspectives et évolutions à moyen et long termes sont toujours, et resteront, tribu-

taires de grandes incertitudes sur les marchés. De plus, l'incertitude par rapport aux conditions cadres politiques constitue un autre enjeu majeur. Une nouvelle politique agricole peut représenter de nouvelles chances, mais aussi de nouveaux défis pour les entreprises agricoles. L'environnement politique comme la libéralisation des marchés ou le cours des changes peut provoquer des problèmes importants pour les entreprises. Il faut ajouter les risques liés à chaque situation personnelle qui jouent aussi un rôle essentiel, comme c'est le cas pour chaque entrepreneur ou pour les autres familles.

Quel type d'exploitation agricole apparaît la plus exposée à ces facteurs de risques?

Toutes les entreprises agricoles doivent prendre des dé-

cision à moyen et long termes par rapport aux investissements, à la croissance et aussi par rapport à l'intégration ou à l'abandon de certaines branches de production. Par conséquent, toutes les exploitations sont concernées par les risques du marché ou de la politique. Mais il y a évidemment des grandes différences entre les exploitations agricoles parce qu'elles n'ont pas toutes le même niveau de dépendance à la politique agricole (exigences, paiements directs). Par exemple, pour les producteurs de légumes les paiements directs sont moins déterminants, mais d'un autre côté ils agissent sur un marché très volatil. En général, les risques météorologiques sont les plus importants dans la production végétale, bien que dans l'un de nos projets de recherche actuels, nous soyons aussi en train d'analyser les conséquences des conditions météorologiques extrêmes sur les producteurs de lait.

Est-ce que vous pourriez recommander une stratégie de base qu'un entrepreneur de-

vrait développer afin de prévenir ou de limiter les risques?

Les risques sont en général très spécifiques par rapport à une entreprise unique. En plus, l'appréciation et la perception des risques relèvent d'une approche très individuelle. Pour cette raison, il n'y a pas de stratégie adaptable de la même manière pour toutes les exploitations. Les entrepreneurs sont d'une certaine manière forcés de prendre des risques, parce que chaque risque contient aussi une chance ou une opportunité. La possibilité de pouvoir être bien conseillé dans le cadre d'un projet peut contribuer à une réflexion appropriée sur les risques et le choix de nouvelles stratégies. L'exploitant peut ainsi prendre connaissance de solutions innovantes, par exemple des produits d'assurances ou des possibilités de diversification.

Est-ce que les agriculteurs suisses, d'une manière générale, vous semblent adopter une attitude proactive face aux risques?

Tous les agriculteurs, en tant qu'entrepreneurs, évoluent dans un environnement où les incertitudes sont si nombreuses qu'il est indispensable pour eux de se montrer proactifs.

Dans la gestion du risque, comment voyez-vous le rôle des paiements directs?

Nos résultats de recherche révèlent que les paiements directs ont contribué à une stabilisation des revenus, c'est-à-dire qu'ils ont un effet réducteur de risques. Mais cet effet stabilisateur empêche aussi le développement de solutions innovantes en matière de «gestion du risque» sur les marchés. Une dépendance importante aux paiements directs peut accroître le risque politique. Dans d'autres pays, une partie des moyens disponibles est utilisée pour développer et constituer des instruments alternatifs. Ces instruments peuvent aider les agriculteurs à gérer des risques croissants à l'avenir.

Vous dites que la perception du risque est une affaire

personnelle, et donc que chacun va développer ses propres stratégies pour gérer les risques. Mais est-ce qu'il y a néanmoins des éléments fondamentaux et incontournables qu'un exploitant agricole doit prendre en considération dans la gestion du risque, quelle qu'en soit sa perception individuelle?

La gestion du risque est un processus en plusieurs étapes et répétitif, dans lequel les risques doivent d'abord être identifiés et évalués, ce qui donne la base pour choisir des stratégies appropriées. Dans la phase finale, il faut évaluer si les stratégies choisies ont véritablement un impact permettant de réduire les risques et, avant tout, si des mesures encore plus favorables existent. Cela veut dire qu'il faut tenir compte et analyser ces questions de manière continue et répétée. Je pense qu'il est fondamental que toutes les exploitations puissent développer une gestion structurée des risques.

PROPOS RECUEILLIS
PAR KARINE ETTER